

Dur dur d'être petit chauffagiste !

Décidément, les temps sont durs pour les TPE (très petites entreprises) de chauffage/plomberie/sanitaire : selon une étude portant sur les déclarations fiscales 2012 de plus de 8 000 de ces TPE, adhérentes de CGA (centres de gestion agréés), étude que viennent de publier la Fédération des CGA et l'Association nationale des directeurs de CGA, le chiffre d'affaires de ces TPE a progressé de seulement 0,1% l'année dernière, à un niveau moyen de 173 000 euros, tandis que leur résultat courant reculait de 3% (à 46 000 euros), un recul qui, toutefois, est « l'un des moins mauvais » du secteur du bâtiment, signale l'étude. En 2012, la marge brute de ces TPE a augmenté de 0,3%, et les charges de personnel de 3,2%, tandis que la valeur ajoutée diminuait de 0,8%, et l'excédent brut d'exploitation de 2,7%. 34% des TPE étudiées ont dégagé plus de 49 500 euros de résultat courant en 2012, 28% entre 33 000 et 49 500 euros, 29% entre 16 500 et 33 000 euros et 9% moins de 16 500 euros. Ainsi, 9% ne parviennent pas à disposer d'un Smic, alors que plus d'un tiers en dégage au moins trois, souligne l'étude. La marge brute a représenté 60% du chiffre d'affaires l'an passé, la valeur ajoutée 44%, les charges de personnel 14%, l'EBE 28% et le résultat courant 27%. Depuis 2008, ajoute l'étude, le chiffre d'affaires de ces TPE a diminué de 1,2%, et leur résultat courant de 5,6%, alors que les charges de personnel augmentaient de 12%.

Climatique : comment évolue le marché français ?

En matériels de génie climatique, voici quelle a été l'évolution récente du marché français selon les toutes dernières statistiques de l'INSEE, encore provisoires :

INDICES DE PRIX DE PRODUCTION POUR LE MARCHÉ FRANÇAIS :

- Radiateurs et chaudières pour le chauffage central : 96,2 en octobre 2013 (95,5 en octobre 2012).
- Equipements aérauliques et frigorifiques : 112,9 en octobre 2013 (113,1 en octobre 2012).
- Matériel aéraulique : 102,5 en octobre 2013 (103,4 en octobre 2012).

INDICES DE PRIX D'IMPORTATION :

- Radiateurs et chaudières pour le chauffage central : 98,9 en octobre 2013 (100,9 en octobre 2012).
- Equipements aérauliques et frigorifiques : 105,6 en octobre 2013 (106,1 en octobre 2012).

INDICES DE CHIFFRE D'AFFAIRES CVS-CJO :

- Commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage : 110,3 en septembre 2013 (105,6 en septembre 2012).

Solaire thermique : quel potentiel en Ile-de-France ?

Le potentiel du gisement solaire thermique en Île-de-France correspond, en résidentiel, à une surface de capteurs solaires de précisément 708 124 m², soit 0,29 % de la surface totale des toitures résidentielles de la région et une production de 283 250 MWh, tandis que, en tertiaire, la surface potentielle est estimée à 305 684,5 m², avec une production de 122 274 MWh. C'est ce qui ressort d'une récente étude de Trans-Energy et de Strategic Scout pour l'Ademe et le Conseil régional d'Ile-de-France. Cette étude préconise, pour redynamiser le solaire thermique en Ile-de-France, notamment un partage d'expériences entre maîtres d'ouvrage.

Une bonne communication peut avoir un impact sur le prix du système, car susceptible de réduire le coût d'acquisition client (l'accès au marché) qui se rajoute au prix du matériel et à la pose, souligne également l'étude, qui, par ailleurs, juge « nécessaire » de favoriser « un contexte de soutien financier public stable, à moyen terme (cinq ans), pour les particuliers (500 à 700 euros pour un CESI) et le collectif ». Réalisée dans le cadre de cette étude, une enquête auprès de bailleurs sociaux franciliens fait apparaître un écart défavorable entre le « productible solaire thermique annoncé » et le « productible réel » : on passe ainsi, entre ce qui est promis et ce qui est finalement constaté, « de 40% des besoins couverts à seulement 25% », précise l'étude, qui ajoute que « les causes peuvent être multiples : conception, mise en œuvre, entretien ». Une autre explication serait la surévaluation des performances du solaire thermique, poursuit l'étude, qui indique, d'autre part, que ces bailleurs sociaux n'ont pas observé de baisse de charges pour les locataires grâce au solaire thermique. Les économies susceptibles d'être générées par le solaire thermique sont contrebalancées par les coûts de maintenance, ajoute l'étude.

Génie climatique : comment économiser l'énergie dans les bâtiments d'enseignement ?

Afin d'estimer le potentiel d'économies d'énergie réalisables sur les consommations d'énergie du parc de bâtiments franciliens d'enseignement, une récente étude d'Energies Demain pour l'Ademe et le Conseil régional d'Ile-de-France a défini plusieurs types de bouquets comportant plus ou moins de travaux de rénovation thermique, et notamment un bouquet « Modeste bâti » (portant uniquement sur la rénovation de certaines parois, sans changement de système), un bouquet « Intermédiaire » (visant une diminution des consommations totales d'au moins 30%, avec remplacement de tous les systèmes par de « meilleures technologies ») et un bouquet « Maximal » type BBC. En chauffage, « les gains les plus élevés concernent les bouquets de travaux de rénovation de l'enveloppe des bâtiments », indique l'étude, qui ajoute : Un changement des systèmes de production de chauffage ne permet d'atteindre qu'une réduction de 38% des consommations liées à cet usage. Par contre, « les gains sur les consommations d'ECS dépendront uniquement de la performance des systèmes de production », souligne l'étude. Le niveau « Modeste bâti » permet d'atteindre un gain sur les consommations supérieur à celui obtenu par une amélioration de tous les systèmes pour un coût près de deux fois inférieur, tandis que le niveau « Intermédiaire » est « quasiment aussi économe » en énergie que le niveau « Maximal », et ce pour un coût de « près de 15% inférieur », poursuit l'étude, qui précise que, en Île-de-France, les établissements d'enseignement et de recherche comptent plus de 36 millions de m² de surfaces chauffées, soit 20% du total national.